

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Commission nationale
du débat public

Décision n° 2026 / 36 / DSFM ET EOLIEN EN MER SUD ATLANTIQUE / 12 du 1^{er} avril 2026 portant remplacement de la garante de la seconde phase de la concertation continue relative aux projets DSFM et EOLIEN EN MER SUD ATLANTIQUE

NOR : CNPX26

La Commission nationale du débat public,

Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 121-14 ;

Vu la décision n° 2023/34/DSFM ET ÉOLIEN EN MER SUD ATLANTIQUE/1 du 5 avril 2023 relative à la révision du volet stratégique des DSFM et à la cartographie relative au développement éolien en mer-Sud Atlantique ;

Vu le compte-rendu du débat public « La mer en débat » publié le 26 juin 2024 ;

Vu le bilan du débat public « La mer en débat » publié le 26 juin 2024 ;

Vu le rapport des maîtres d'ouvrage sur la prise en compte des enseignements du débat public « La mer en débat » publié le 18 octobre 2024 ;

Vu la décision du 17 octobre 2024 consécutive au débat public « La mer en débat » portant sur la mise à jour des volets stratégiques des documents stratégiques de façade et la cartographie des zones maritimes et terrestres prioritaires pour l'éolien en mer publiée au *Journal officiel* du 18 octobre 2024 ;

Vu la décision n° 2024/191/9 du 11 décembre 2024 relative aux projets DSFM et EOLIEN EN MER SUD ATLANTIQUE ;

Vu la décision n° 2025 / 161 / 10 du 5 novembre 2025 relative aux projets DSFM et EOLIEN EN MER SUD ATLANTIQUE ;

Vu le courriel du 2 mars 2026 de Mme Julie DUMONT présentant sa démission de la mission de garante de la procédure de bonne information et de participation du public postérieure au débat public portant sur la révision du volet stratégique du document stratégique de la façade « Sud Atlantique » et la cartographie des zones prioritaires pour l'éolien en mer ;

Considérant, ainsi qu'il résulte de la décision n° 2025/161/10 du 5 novembre 2025 susvisée, qu'une première phase de la concertation continue postérieure au débat public portant sur la révision du volet stratégique du document stratégique de la façade « Sud Atlantique » et la cartographie des zones prioritaires pour l'éolien en mer s'est achevée à l'ouverture de la procédure de participation du public par voie électronique relative à la mise à jour du volet stratégique de ce document ;

Considérant qu'une seconde phase de cette concertation continue se poursuit jusqu'à l'ouverture des enquêtes publiques sur les projets d'installation de production d'énergie renouvelable en mer et de leurs ouvrages de raccordement, sous réserve de l'ouverture d'une autre procédure d'information et de participation du public décidée par la CNDP et dans la limite du délai de dix ans à compter de la publication du bilan du débat public mentionné au sixième alinéa de l'article L. 121-8-1 du code de l'environnement ;

Après en avoir délibéré,

Décide :

Article 1

M. Francis BEAUCIRE est désigné garant chargé de continuer à veiller à la bonne information et à la participation du public postérieures au débat public portant sur la révision du volet stratégique du document stratégique de la façade « Sud Atlantique » et la cartographie des zones prioritaires pour l'éolien en mer, en remplacement de Mme Julie DUMONT, démissionnaire.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 1^{er} avril 2026.

Le président,
M. Papinutti